

dans l'activité économique des États-Unis. Paul McCracken, président du *Council of Economic Advisers* des États-Unis, prévoit que les pressions anti-inflationnistes se feront sentir d'ici la fin de l'année ou au début de 1970. Une autre possibilité, c'est que le programme d'austérité du gouvernement canadien provoque une récession économique qui se traduirait par le ralentissement de notre croissance économique à long terme, qui est si nécessaire à l'accroissement de la production et au plein emploi. Certains indices nous font croire qu'il en est déjà ainsi. Les dernières données du Bureau fédéral de la statistique indiquent qu'au cours du deuxième trimestre de l'année, il y a eu une diminution de $\frac{1}{2}$ p. 100 de la production comparativement à une augmentation de 1.8 p. 100 au cours du premier trimestre de 1969 et de 2.7 p. 100 au cours du dernier trimestre de 1968. La production industrielle pour le mois d'août montre une baisse de 1.6 p. 100 par rapport à celle du mois précédent.

A mon avis, monsieur l'Orateur, le gouvernement a songé à ralentir l'économie en se fondant sur la théorie erronée que l'inflation au Canada provient du fait qu'il y a trop d'argent en circulation et pas assez de produits. Eh bien, il n'y a certainement pas pénurie de produits et le surplus d'argent n'est sûrement pas ce qui embarrasse bon nombre de Canadiens. Le gouvernement n'a qu'à songer à nos sociétés commerciales dont les bénéfices se sont accrus de 20 p. 100 en 1968. En revanche, les gens âgés, les anciens combattants, les exploitants agricoles et les pêcheurs ne se plaindront certainement pas d'avoir trop d'argent.

Dans ce pays, l'inflation a été aggravée par une répartition inégale des revenus et une mauvaise utilisation de nos ressources. Loin de redresser cette situation, le programme d'austérité du gouvernement ne contribuera qu'à agrandir l'écart séparant les différentes catégories de contribuables, à accentuer la répartition inéquitable des revenus et à imposer des souffrances intolérables à cette couche de la population canadienne qui est le moins en mesure de les supporter.

Deuxièmement, la politique du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation représente non seulement une monumentale erreur, mais encore une grossière injustice. C'est le secteur public qui est appelé à en supporter tout le fardeau, le secteur privé demeurant exempt de toute restriction.

Dans ses efforts pour contenir l'inflation, le gouvernement rogne le budget de services essentiels à la communauté. On a sérieusement diminué les sommes affectées aux logements sociaux, à la rénovation urbaine, aux travaux d'hiver, à la répression de la pollution, au contrôle et aux recherches en matière

de médicaments, aux établissements de sal-moniculture et à la construction d'hôpitaux. Pendant ce temps, le secteur commercial de l'économie a augmenté ses dépenses en immobilisations, de plus de 281 millions de dollars de 1967 à 1968. L'an dernier, ce genre de dépenses s'est élevé à près de 1.5 milliard de dollars. Une partie importante de ces dépenses a été consacrée à la construction d'immeubles administratifs de prestige, à la construction de chaînes de magasins, de cinémas et d'hôtels. Nous maintenons que si des restrictions sont nécessaires, il serait certainement plus sage de différer des investissements privés qui peuvent l'être et d'accorder la priorité à certains services comme l'enseignement, l'hospitalisation, le logement, la rénovation urbaine et les moyens de réprimer la pollution. Le gouvernement parle sans cesse de l'établissement de priorités, mais il a imposé ses restrictions sans considérer les priorités et les besoins sociaux de la population canadienne.

Ainsi, au moment où l'on introduit le régime d'assurance soins médicaux, on supprime les subventions à la construction d'hôpitaux; on gèle les subventions dans le domaine de la santé à un niveau ridiculement bas, tandis que les supermarchés, les immeubles à bureaux de prestige et les stations-service prolifèrent. Le gouvernement se contente, semble-t-il, de laisser le secteur privé employer nos ressources en fonction de la rentabilité, alors que l'on impose des restrictions à des services publics essentiels au nom de l'austérité. Les villes du Canada sont très durement frappées par la décision du gouvernement de réduire les dépenses fédérales. On laisse la crise urbaine toujours plus aiguë couvrir et exercer ses ravages inéluctables, qui se traduisent par le désespoir chez l'individu et la tension au sein de la société. Le Conseil économique du Canada a prévenu le gouvernement d'une crise majeure dans le secteur de l'habitation et l'a invité instamment à agir, en déclarant:

Afin d'assurer désormais à la population des logements convenables à des prix raisonnables, des mesures s'imposent de toute urgence pour remédier aux difficultés de l'industrie de l'habitation.

Le ministre chargé de l'habitation déclare malgré tout qu'il ne dispose plus de fonds pour l'habitation sociale, ni pour la rénovation urbaine cette année. Il est de plus en plus évident que les problèmes des familles à moyen ou faible revenu ne se régleront pas par le libre jeu des forces du marché. Pour elles, la décision du gouvernement de geler les fonds publics affectés au logement se traduira par une augmentation des loyers et par la pauvreté des logements; elles devront consacrer une part trop considérable de leur revenu au logement.